



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/3
23 juin 2010

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION
SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE SIEGEANT EN
TANT QUE REUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE
DE CARTAGENA SUR LA PREVENTION DES
RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Cinquième réunion

Nagoya, 11-15 octobre 2010

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

FONCTIONNEMENT ET ACTIVITES DU CENTRE D'ECHANGE POUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques a été créé en vertu de l'article 20 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques dans le cadre du mécanisme d'échange de la Convention sur la diversité biologique afin de « a) faciliter l'échange d'informations scientifiques, techniques, écologiques et juridiques, ainsi que de données d'expérience, relatives aux organismes vivants modifiés; et b) aider les Parties à appliquer le Protocole en tenant compte des besoins spécifiques des pays en développement, notamment les moins avancés d'entre eux et les petits Etats insulaires en développement, et des pays à économie en transition, ainsi que des pays qui sont des centres de diversité génétique ». Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques peut être consulté en ligne à l'adresse <http://bch.cbd.int/>.

2. Lors de réunions précédentes, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole a produit deux principaux documents d'orientation concernant le fonctionnement et la mise en œuvre du Centre d'échange : les modalités de fonctionnement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques¹ et le programme de travail pluriannuel pour le fonctionnement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.²

3. Dans la décision BS-IV/2 prise lors de leur quatrième réunion, les Parties au Protocole ont souligné « l'importance de faciliter l'accès de toutes les Parties au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques ainsi que la nécessité pour les Parties de rendre publics les résultats de leurs décisions notamment par le truchement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques ». Elles ont aussi souligné « la nécessité d'assurer la durabilité des activités de

* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/1.

¹ BS-I/3, annexe <http://bch.cbd.int/about/operation-modalities>

² BS-II/2, annexe <http://bch.cbd.int/about/mypow>

/...

renforcement des capacités afin de permettre aux pays en développement d'utiliser efficacement le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques ».

4. Dans cette même décision, les Parties au Protocole ont exhorté les Parties et invité tous les autres gouvernements à « fournir des informations utiles au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, y compris des informations sur les décisions concernant la libération ou l'importation d'organismes vivants modifiés et les évaluations des risques prises avant l'entrée en vigueur du Protocole » et invité toutes les parties prenantes à continuer de mettre à disposition des informations et ressources utiles par le truchement du Centre de ressources d'information sur la prévention des risques biotechnologiques.

5. Dans la même décision, les Parties au Protocole ont prié le Secrétaire exécutif de :

a) améliorer la structure des formats communs et de simplifier la procédure d'enregistrement, par exemple en augmentant l'utilisation de métadonnées outre l'entrée de texte libre;

b) mettre en œuvre une procédure de validation des informations dans le portail central du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, qui établit un calendrier de confirmation ou de mise à jour des informations par les Parties;

c) continuer à aider les pôles nationaux du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques qui sont reliés entre eux et interopérables avec le portail central au moyen du maintien et de l'amélioration des deux applications appelées 'Hermès' et 'BCH Ajax Plug-in';

d) en vue de faciliter l'accès au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques :

i) améliorer les outils électroniques disponibles pour l'analyse des résultats de recherche (par. ex. différentes options de triage);

ii) inclure des liens électroniques avec les rapports nationaux dans les pages de descriptif des pays; et

iii) entreprendre des activités additionnelles comme l'introduction d'outils en ligne à des fins d'analyse statistique et de représentation graphique des données;

e) faire mener une étude des utilisateurs et utilisateurs potentiels du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques afin :

i) de déterminer les informations que les utilisateurs et utilisateurs potentiels du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques jugeraient utiles; et

ii) de hiérarchiser le programme de travail du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et d'axer les efforts du Secrétariat sur la transformation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques en un outil utile;

6. Dans cette même décision, les Parties au Protocole ont aussi « exhorté le Fonds pour l'environnement mondial à élargir la portée du projet du centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques du PNUE-FEM, dans sa forme actuelle de projet à vocation mondiale, en vue d'assurer la durabilité des pôles nationaux du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et de fournir un plus grand appui en matière de renforcement des capacités, notamment aux parties prenantes ciblées (comme par exemple les départements des douanes et les inspecteurs phytosanitaires), et d'allouer des fonds additionnels pour ces activités en provenance de sources autres que le Dispositif d'allocation des ressources, compte tenu de la nature globale du projet ».

7. Cela étant, la partie II du présent document contient un rapport d'activité sur les éléments identifiés dans le programme de travail pluriannuel du Centre d'échange pour la prévention des risques

biotechnologiques,³ la partie III présente une synthèse de l'étude sur les utilisateurs et utilisateurs potentiels du Centre d'échange et la partie IV contient les éléments d'une décision sur le fonctionnement du Centre d'échange. L'annexe du présent document contient une ventilation des dossiers présentés au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques à compter de mars 2010.

II. RAPPORT D'ACTIVITE SUR LE PROGRAMME PLURIANNUEL DU CENTRE D'ECHANGE POUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

A. Elément 1 du programme : structure et fonction du portail central

8. Cet élément du programme a pour objet de « faciliter la communication d'informations et l'accès à celles-ci en réponse aux besoins identifiés des utilisateurs ».

Nouveaux formats communs et rénovation du centre de gestion

9. Les formats communs sont des formules standard pour la présentation d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. Ils sont disponibles soit sous format hors ligne (par ex. pour le rassemblement de données), soit en ligne (pour la présentation de données) par le biais du centre de gestion du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

10. En réponse à une demande faite par les Parties au Protocole à leur quatrième réunion, la structure des formats communs pour la présentation d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques a été améliorée et simplifiée. Des métadonnées ont été ajoutées aux différents formats afin de simplifier la recherche et accroître la capacité des liens entre les différentes catégories de données.

11. Les champs obligatoires ont été clairement identifiés dans tous les formats communs afin de garantir un degré minimum d'information dans les données enregistrées dans le Centre d'échange et une note sur la page de revue est disponible pour identifier toutes les données manquantes. Une procédure de délais a été introduite pour la validation des données, et une échéance pour la confirmation ou la mise à jour des informations est maintenant obligatoire ou facultative selon la catégorie des données.

12. Deux séries de formats communs sont à présent disponibles dans la section réorganisée d'enregistrement de données du Centre d'échange : i) les données nationales et ii) les données de référence (voir tableau 1). La présentation de données nationales est limitée aux correspondants nationaux du Centre d'échange et aux utilisateurs nationaux autorisés. Toutes les données soumises par les utilisateurs nationaux autorisés devront être examinées par le correspondant national pour déterminer leur exactitude et leur intégralité avant leur validation et publication. Les données de référence peuvent être soumises par tous les utilisateurs inscrits et sont examinées pour leur exactitude et leur intégralité par le Secrétariat avant validation et publication.

13. La section *Enregistrement d'information* et tous ses formats communs ont été traduits et mis à disposition sur le Centre d'échange dans les six langues officielles des Nations Unies. L'ensemble du Centre d'échange est donc maintenant accessible dans les six langues officielles des Nations Unies.

Meilleure analyse des résultats de la recherche

14. Les options de regroupement et de triage par élément principal des entrées ont été ajoutées et font partie des pages de résultats de recherche. Par exemple, les résultats de la recherche des décisions et

³ BS-II/2, annexe, voir <http://bch.cbd.int/about/mypow>

autres communications d'un pays peuvent maintenant être regroupés par pays, OVM, nouvelle caractéristique, situation taxonomique et type de décision. Pour une analyse plus détaillée, les résultats d'une recherche peuvent aussi être téléchargés sous format CSV, lisible avec toute application de tableur (par ex. MS Excel).

Tableau 1. Aperçu des nouveaux formats communs du Centre d'échange

Catégorie et type d'information	Nombre minimal de champs obligatoires	Délais de confirmation ou mise à jour
a) Données nationales		
Correspondants nationaux	13	Obligatoire, 1 an
Sites ou bases de données nationaux pour la prévention des risques biotechnologiques	4	Obligatoire, 1 an
Autorités nationales compétentes	8	Obligatoire, 1 an
Lois, règlements, lignes directrices et accords régionaux et internationaux relatifs régionaux et internationaux relatifs à la prévention des risques biotechnologiques	6	Facultatif, 2 ans
Décisions ou autres communications du pays	7	Facultatif, 2 ans
Evaluations des risques issues d'un mécanisme réglementaire	6	Facultatif, 2 ans
Experts en prévention des risques biotechnologiques	28	Obligatoire, 1 an
Rapports sur la nomination d'experts en prévention des risques biotechnologiques	9	Pas d'expiration
b) Données de référence		
Contact	6	Obligatoire, 1 an
Activités, projets et possibilités de renforcement des capacités	11	Obligatoire, 1 an
Evaluation des besoins de renforcement des capacités	3	Obligatoire, 1 an
Organisations de prévention des risques biotechnologiques	8	Obligatoire, 1 an
Centre de documentation sur la prévention des risques biotechnologiques	7	Pas d'expiration
Actualités du Centre d'échange	3	Pas d'expiration
Evaluations des risques issues d'un mécanisme indépendant ou non réglementaire	6	Facultatif, 2 ans
Organismes vivants modifiés (OVM)	6	Pas d'expiration
Gènes et séquences ADN	4	Pas d'expiration
Organismes	1	Pas d'expiration

Fichier d'experts

15. Dans la décision BS-IV/4, les Parties au Protocole de Cartagena ont demandé au Secrétaire exécutif « de supprimer dans les trois mois tous les dossiers du fichier d'experts et de recomposer le fichier avec les experts proposés ou proposés de nouveau par les Parties et les gouvernements ». Dans cette même décision, les Parties ont adopté un nouveau format pour la présentation des désignations d'experts et autorisé le Secrétariat à « vérifier si les formulaires de candidature sont complets et à renvoyer aux gouvernements concernés tous les formulaires qui ne le sont pas et/ou qui ne remplissent pas les critères et conditions minimales ».

16. Par conséquent, le contenu du fichier d'experts a été supprimé entièrement en septembre 2008 et le Secrétaire exécutif a invité tous les correspondants nationaux du Protocole de Cartagena à désigner de nouveau des experts pour le fichier conformément aux directives actualisées.⁴ Les experts continuent de

⁴ Notification 2008-107 <http://www.cbd.int/doc/notifications/2008/ntf-2008-107-cpb-en.pdf>

figurer dans le fichier pendant une période de quatre ans suivant la dernière mise à jour des données, après quoi leur nom sera supprimé du fichier à moins que leur candidature ne soit soumise de nouveau par leur gouvernement.

Interopérabilité du Centre d'échange avec d'autres sites Internet et bases de données

17. Le Centre d'échange est un système ouvert et il contient des instructions pour rendre d'autres sites Internet ou bases de données interopérables.⁵ Cependant, seuls quelques pays ont décidé de rendre leurs bases de données interopérables avec le Centre d'échange et la soumission d'informations en ligne par le portail central demeure l'option la plus employée par la majorité des pays.

18. Une contribution importante destinée à répondre aux besoins spécifiques des Parties qui souhaitent utiliser leurs données sur la prévention des risques biotechnologiques de pair avec d'autres informations nationales continue d'être offerte par les deux applications *Hermes* et *Ajax plug-in*. Ces deux applications, qui ont été développées par le Secrétariat, permettent aux données soumises au Centre d'échange d'être immédiatement accessibles aux sites Web sur la prévention des risques biotechnologiques au niveau national sans impliquer des procédures complexes. En outre, ceux qui développent des pôles régionaux du Centre d'échange s'intéressent vivement à ces deux applications à cause de leur caractère convivial qui ne nécessite pas le développement d'infrastructure additionnelle. Elles permettent par ailleurs de rendre accessible une grande diversité de données nationales en utilisant l'une ou l'autre application.⁶

Recoupement des différentes catégories d'information contenues par le Centre d'échange

19. Afin de faciliter l'exploration de données reliées, des liens de renvoi ont été ajoutés à la page « Profil du pays » (par ex. un nouveau lien aux rapports nationaux). On y trouve également des grilles de présentation des données avec des liens de renvoi utilisant des « tabs ». La figure 1 ci-dessous montre un registre d'OVM avec trois liens tab qui donnent accès aux données « information sur les OVM », « décisions relatives aux OVM » et « évaluations des risques » qui ont été publiées sur l'OVM en question.

Figure 1. "Tab-links" providing cross-references among BCH data.

 **Modified Organism**

ACS-BN007-1 - Liberty-Link™ Innovator Canola

LMO Information			Decisions on the LMO			Risk Assessments		
Country	Domestic Use			Import			Environmental Release	Other
	Food	Feed	Processing	Food	Feed	Processing		
Australia								
Canada								
China								
European Union								
Japan								
Republic of Korea								
Mexico								
New Zealand								
United States of America								

⁵ BCH Interoperability Services 3.0 <http://bch.cbd.int/help/interoperability/webservice3/>

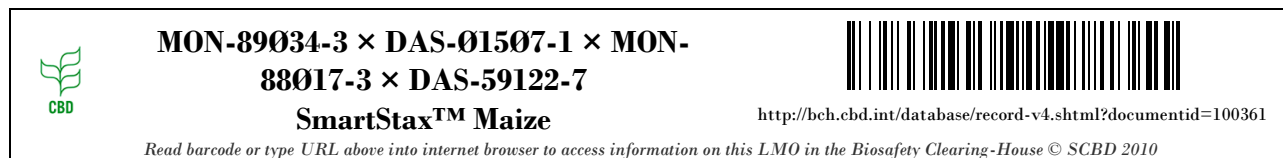
⁶ Les manuels Hermes et Ajax Plug-in, ainsi qu'une liste d'exemples de pôles nationaux réalisés en utilisant Hermes sont disponibles à l'adresse <http://bch.cbd.int/resources/solutions/>

Développements récents qui n'ont pas encore été mis en œuvre

20. Une addition importante au Centre d'échange encore en cours de développement au moment de la publication du présent document devrait sortir au cours du troisième trimestre de 2010. Suite à une demande précise des Parties au Protocole à leur quatrième réunion « d'entreprendre des activités additionnelles, telles que l'introduction d'outils en ligne pour l'analyse statistique et les représentations graphiques de données », le Secrétariat a commencé la mise en application d'un outil d'exploration de données par traitement analytique en ligne afin de répondre aux requêtes analytiques multidimensionnelles. Les utilisateurs du Centre d'échange pourront afficher les résultats de requêtes obtenus grâce à cet outil de différentes manières selon leur choix, par exemple, données sommaires, statistiques, représentations graphiques ou géographiques (par SIG). Une manifestation parallèle à la cinquième réunion des Parties au Protocole est prévue pour présenter une vue d'ensemble de ce dernier outil du Centre d'échange.

21. Un petit projet est aussi en cours de développement au moment de publier le présent document, sur la mise en place de liens rapides (*quick-links*) aux pages du Centre d'échange qui donnent des informations sur les OVM (identification, décisions du pays, évaluation des risques, etc.). Le lien rapide apparaît sous forme de petite image téléchargeable du Centre d'échange et facile à copier dans des documents identifiant des OVM (figure 2). L'image contient l'identifiant unique de l'OVM, le nom commercial et le lien à la page pertinente du Centre d'échange où l'information sur l'OVM est disponible. Dans l'exemple ci-dessous, le lien à la page du Centre d'échange est représenté sous sa forme alphabétique et de code à barres et donne un accès rapide et direct à l'information sur les OVM indiquée dans la figure 1 ci-dessus.

Figure 2. Draft of a "quick-link" to the BCH page providing information on a specific LMOs



B. Élément 2 du programme : Contenu et gestion de l'information

22. L'objectif de cet élément du programme est « d'accroître la quantité d'informations transmises actuellement au Centre d'échange et assurer sa transmission ponctuelle ».

23. Pendant la période intersessions, le Centre d'échange a fait l'objet d'une réorganisation de ses dossiers. Cette réorganisation a été effectuée en introduisant de nouveaux formats communs et en identifiant les dossiers incomplets ou vides et en les mettant à jour. Les changements spécifiques apportés sont les suivants :

a) Comme indiqué plus haut, suite à une demande des Parties au Protocole,⁷ tous les experts figurant précédemment dans le fichier d'experts en ont été retirés;

b) En septembre 2009, à la suite d'une révision du format commun pour la soumission d'information, plus de 2000 dossiers incomplets sur l'évaluation des risques ont été retirés car ils ne précisaient pas à quels OVM l'évaluation des risques se rapportait;

c) En septembre 2009, après qu'une ambiguïté ait été identifiée dans l'ancien format commun pour la soumission d'information sur les décisions en vertu de l'article 11.1 (Organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés), une mesure corrective prise par le Secrétariat a aussi rendu visibles des centaines de décisions présentées plus

⁷ BS-IV/4 voir <http://bch.cbd.int/protocol/decisions/decision.shtml?decisionID=11683>

tôt en vertu de l'article 11 et de l'accord préalable en connaissance de cause (introduction dans l'environnement).

24. Un examen complet des données du Centre d'échange dans les bases de données sur le renforcement des capacités a aussi été entrepris. Les données ont été vérifiées pour leur exactitude, intégralité et mise à jour. Un examen approfondi de l'état de la base de données des cours accrédités sur le plan universitaire et une liste mise à jour des institutions offrant des cours ou des possibilités de recherche en éducation/formation en prévention des risques biotechnologiques et évaluation des OGM et OVM est maintenant disponible.

25. De même, le contenu des registres OVM, Organismes et Gènes et séquences ADN a été examiné en profondeur et amélioré par des renvois entre les registres et à leurs décisions et documents d'évaluation connexes. Il a été noté que, en date de mars 2010, seulement 50 pour cent des OVM qui figurent dans le Centre d'échange ont un identifiant unique. En conséquence, une demande précise d'assistance sur cette question a été adressée à Global Industry Coalition (GIC) afin d'encourager une meilleure identification des OVM commercialisés parmi ses sociétés associées.

26. Une ventilation des dossiers soumis au Centre d'échange (mars 2010) est présentée dans l'annexe du présent document. Elle reflète plus exactement les détails actuels des données communiquées par les pays et permet une analyse plus exacte des données disponibles. Il est noté cependant qu'il y a seulement un nombre limité de décisions sur l'introduction intentionnelle d'OVM dans l'environnement et une carence importante de rapports sommaires de leurs évaluations des risques relatives aux décisions présentées. Notamment :

a) Compte tenu du fait qu'il y a plus 300 OVM commercialisés dans le monde, seules 489 décisions ont été soumises au Centre d'échange par 22 Parties et un total de 705 décisions ont été présentées par 26 pays (voir le tableau 2 de l'annexe);

b) Seules 266 (c'est-à-dire 54 pour cent) des 489 décisions prises par les Parties ont une évaluation des risques jointe au document. Par ailleurs, seules 54 (25 pour cent) des 216 décisions présenté par des non-Parties ont une évaluation des risques jointe au document. Le Secrétariat a envoyé des notes détaillées aux correspondants nationaux du Centre d'échange pour attirer leur attention sur ce problème.

27. Un rapport d'évaluation des risques conforme à l'annexe III du Protocole doit être mis à la disposition de l'autorité nationale compétente dans les notifications relatives à la procédure d'accord préalable en connaissance de cause pour l'introduction intentionnelle dans l'environnement (art. 7-10) et directement au Centre d'échange dans les décisions sur les OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés (art.11) dans le cadre des exigences d'information précisées dans les annexes I et II du Protocole respectivement.

28. Les abords nationaux de l'interprétation du Protocole pourraient avoir eu un effet sur le nombre de décisions soumises par les Parties au Centre d'échange concernant les introductions intentionnelles dans l'environnement. La procédure d'accord préalable en connaissance de cause du Protocole de Cartagena ne s'applique pas au mouvement transfrontière d'OVM destiné à une utilisation en milieu confiné. Une fois qu'un OVM a été importé pour utilisation en milieu confiné, toute demande ultérieure d'approbation pour l'introduction intentionnelle de l'OVM dans l'environnement n'est pas un mouvement transfrontière et n'entraîne donc pas la procédure d'accord en connaissance de cause. Il se peut donc que les Parties n'aient pas trouvé nécessaire de communiquer au Centre d'échange une décision sur une telle demande parce que la procédure n'est pas déclenchée.

29. Les alinéas c) et d) du paragraphe 3 de l'article 20 du Protocole s'appliquent cependant dans ce cas et ils exigent que chaque Partie communique au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques ses décisions finales concernant la libération d'OVM ainsi que des résumés des

évaluations des risques menées en application de sa réglementation. Ces alinéas disposent que toutes les décisions et les évaluations des risques doivent être communiquées au Centre d'échange qu'elles proviennent d'un mouvement transfrontière ou d'une demande interne.

C. Elément 3 du programme : Echange d'informations et d'expériences relatives aux organismes vivants modifiés

30. L'élément 3 du programme a pour objectif de « d'élargir l'éventail des informations sur la prévention des risques biotechnologiques accessibles aux utilisateurs du Centre d'échange ».

Forums électroniques, conférences en temps réel et portails de collaboration

31. Dans le cadre de son mandat d'aider les Parties à appliquer le Protocole, le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques est souvent prié de fournir des outils destinés à promouvoir l'échange d'idées ainsi que des informations scientifiques et techniques sur des questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques.

32. Le forum d'experts en ligne à composition non limitée sur l'évaluation des risques et la gestion des risques a été créé en application de la décision BS-IV/11 et lancé en novembre 2008.⁸ En mars 2010, 228 experts y participaient.⁹ Dans l'espace de 16 mois, le forum a accueilli différents groupes de discussion et 8 conférences régionales en ligne en temps réel sur divers sujets en vue d'identifier les principales questions liées à des aspects précis de l'évaluation des risques et de la gestion des risques se rapportant au mandat du groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques et la gestion des risques, constitué en vertu de la décision BS-IV/11.

33. Un module spécial pour les conférences en ligne en temps réel développé au sein du Secrétariat permet la tenue de réunions électroniques les vraies réunions face à face avec un ordre du jour spécial pour la réunion virtuelle. Les utilisateurs inscrits accèdent à une interface où ils peuvent i) suivre le flux des interventions écrites, ii) demander de prendre la parole et iii) afficher leurs propres interventions écrites. Le module prévoit un ou plusieurs présidents qui peuvent gérer la liste de requêtes de l'auditoire et afficher les interventions sur l'écran principal. Il possède également une fonction 'bureau d'assistance' qui permet à l'organisateur de la conférence de contacter les participants individuellement en cas de problème technique.

34. Le module de conférence en temps réel est soutenu par tous les principaux systèmes d'exploitation, entièrement gérés par le serveur du Centre d'échange. Il nécessite seulement la disponibilité d'un simple logiciel qui est facilement téléchargeable sur l'Internet et compatible avec la grande majorité des explorateurs de l'Internet. Une attention spéciale a été accordée à rendre le module convivial même lorsque les connections Internet sont lentes ou discontinues. Il fait à présent partie intégrante du système du Centre d'échange et est aussi accessible à tous les pôles nationaux basés sur la plateforme développée par le Secrétariat (instances *Hermès*). Il peut être mis à la disposition des Parties sur demande pour des conférences électroniques nationales ou régionales sur la prévention des risques biotechnologiques.

35. Parmi les autres forums tenus pendant la période intersessions figurent le forum en ligne sur le renforcement des capacités (3-28 novembre 2008 et 19 janvier- 6 février 2009) et un forum en ligne sur les normes de l'expédition des OVM. Une analyse détaillée de la participation à tous les forums

⁸ On peut accéder au Forum d'experts en ligne à composition non limitée sur l'évaluation des risques et la gestion des risques à l'adresse http://bch.cbd.int/onlineconferences/forum_ra.shtml

⁹ 153 experts ont été désignés par 48 Parties, 11 experts par des non-Parties et 64 experts par 47 groupes d'observateurs, y compris des représentants du secteur privé, d'institutions universitaires, d'ONG, de fondations de recherche et d'autres institutions gouvernementales. La liste actualisée des experts désignés pour le forum peut être consultée à http://bch.cbd.int/onlineconferences/participants_ra.shtml

susmentionnés et aux conférences en temps réel jusqu'en mars 2010 figure dans les tableaux 2 et 3 ci-dessous.

Tableau 2. Participation aux forums électroniques (2008-2010)

Forum	Durée	Participants inscrits	Nombre de groupes de discussion	Nombre total d'interventions
Forum d'experts en ligne à composition non limitée sur l'évaluation des risques et la gestion des risques ¹⁰	23 mois	228	18	315
Forum en ligne sur le renforcement des capacités	7 semaines	117	8	88
Forum en ligne sur les normes d'expédition des OVM	3 semaines	81	11	104
Total	-	426	37	507

Tableau 3. Participation d'experts aux conférences régionales en ligne en temps réel sur l'évaluation des risques et la gestion des risques

Conférences régionales ¹¹	Nombre d'experts 1 ^{ère} série de conférences			Nombre d'experts 2 ^{ème} série de conférences			Nombre total d'interventions
	Parties	Non-Parties	Observateurs	Parties	Non-Parties	Observateurs	
Afrique	7	1	4	8	0	5	421
Asie et Pacifique	14	3	3	11	2	3	383
Europe centrale et orientale + Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats	9	2	2	13	2	8	513
Amérique latine et les Caraïbes	13	0	3	6	0	6	537
Total	43	6	12	38	4	22	1854
Nombre total d'experts par série	61			64			-

36. Plusieurs enquêtes ont été menées suite à des décisions des Parties au Protocole ou pour recevoir des informations en retour sur des expériences antérieures. Les enquêtes en ligne suivantes ont notamment été lancées sur le Centre d'échange pendant la période intersessions :

- a) Données d'expérience sur les forums en ligne du Centre d'échange (novembre 2008 - février 2009);
- b) Application et expérience de l'utilisation de considérations socioéconomiques dans la prise de décisions sur les organismes vivants modifiés (14 octobre - 13 novembre 2009);
- c) Etude des utilisateurs et utilisateurs potentiels du Centre d'échange (21 décembre 2009 - 15 février 2010).

37. Les résultats des enquêtes ci-dessus sont disponibles par le biais du Centre d'échange et dans les documents pertinents de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.¹²

¹⁰ Ces données ne comprennent pas la participation à la conférence en temps réel.

¹¹ Dans plusieurs cas, les participants ont eu la possibilité de participer à des conférences régionales différentes de leur origine géographique (p.ex. des pays anglophones des Caraïbes ont participé à des conférences en langue anglaise).

¹² <http://bch.cbd.int/protocol/meetings/documents.shtml?eventid=3018>

38. Outre les discussions de forum, certains groupes de parties prenantes ont demandé des domaines spécialisés ou portails de collaboration sur le Centre d'échange afin de discuter de sujets spécifiques, de coordonner des activités et d'échanger du matériel de travail. Bien que tous les portails de collaboration figurent dans le Centre d'échange,¹³ l'accès à certains d'entre eux peut être limité aux membres d'un groupe précis. En mars 2010, les portails de collaboration suivants étaient utilisés en mars 2010 :

- Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole
- Comité chargé du respect des obligations
- Réseau du renforcement des capacités
- Comité consultatif informel du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques
- Groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques et la gestion des risques
- Conseillers régionaux PNUE-FEM au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques
- Formation conjointe de l'Université du Minnesota et du Secrétariat de la CBD sur l'évaluation des risques
- Manipulation, transport emballage et identification des OVM (y compris le portail de collaboration des douaniers)

Centre de ressources en matière d'information sur la prévention des risques biotechnologiques

39. Le Centre de ressources en matière d'information, bibliothèque virtuelle du Centre d'échange, ne cesse de s'agrandir (augmentation de 41% depuis la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole) grâce aux contributions de tous les utilisateurs du Centre d'échange et d'autres parties prenantes de la prévention des risques biotechnologiques. L'objectif principal du Centre de ressources en matière d'information est de rendre plus accessibles les informations et les ressources disponibles sur la prévention des risques biotechnologique et d'accroître leur utilisation.

Documentation technique

40. En réponse à une demande précise du Comité consultatif informel, le Secrétariat a lancé un projet pour l'organisation de toute la documentation et des notes de publication du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques afin de mieux assurer le suivi de tous les changements au système depuis sa création. Ce projet a pour but de fournir au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques une archive qui décrira et expliquera tous les codes utilisés.

D. Élément 4 du programme : Création de capacités et accès par des moyens autres que l'Internet

41. L'objectif de l'élément 4 du programme est de « veiller à ce que les pays disposent des capacités nécessaires pour accéder au Portail central du site Internet et à ce qu'ils aient accès aux informations disponibles sur le Centre d'échange dans les meilleurs délais. »

Le projet PNUE-FEM relatif au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologique

42. Les Parties au Protocole ont abordé la question du renforcement des capacités dans la décision BS-IV/2 prise à leur quatrième réunion, dans laquelle elles exhortent le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) « à élargir la portée du projet du centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques du PNUE-FEM, dans sa forme actuelle de projet à vocation mondiale ». La phase de

¹³ <http://bch.cbd.int/onlineconferences/>

développement du projet entre le PNUE, en qualité d'agence d'exécution, et le FEM sur l'extention du projet centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques précédent n'avait pas encore été finalisée en mai 2010. Le « concept » du projet a été approuvé par le Conseil du FEM en novembre 2009. Ce concept a permis l'élargissement du projet pour couvrir un maximum de 50 pays admissibles. L'admissibilité a été étendue aux pays qui avaient achevé le projet antérieur ou lancé un projet sur la mise en œuvre de la cadre national de prévention des risques biotechnologiques par le biais d'un projet du FEM antérieur ou en cours. Suite à l'approbation du concept, le PNUE a informé le Secrétariat que le descriptif complet du projet était en cours d'élaboration et sous réserve de l'approbation finale de l'Administrateur du FEM, le projet devrait débiter pendant le deuxième semestre de 2010. Il est noté que l'appui du FEM n'est pas encore disponible pour un renforcement additionnel des capacités relatives au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. Cependant, afin d'aider les utilisateurs du Centre d'échange et plus particulièrement les correspondants nationaux dans leur utilisation quotidienne de celui-ci, plusieurs outils ont été développés au sein du Secrétariat avec ses ressources limitées.

Didacticiels et questions fréquemment demandées

43. Cinq didacticiels ont été développés sur l'utilisation des principales sections du portail central du Centre d'échange. Ils sont disponibles dans trois langues (anglais, français et espagnol) et sous plusieurs fomats audio-vidéo.¹⁴ Les clips vidéo des didacticiels ont aussi été mis sur la chaîne du Centre d'échange de YouTube¹⁵ afin de permettre aux utilisateurs de bénéficier de la capacité avancée de ce réseau pour voir les fichiers vidéo en continu. Les didacticiels développés jusqu'à présent sont les suivants :

- a) Traits communs – traits qui sont sur toutes les pages Web du Centre d'échange;
- b) Pages textuelles – traits qui sont sur la page d'accueil du Centre d'échange et dans les sections « Le CEPPRB » et « Le Protocole »;
- c) Trouver l'information – comment rechercher l'information à l'aide de la section « Trouver l'information »;
- d) Enregistrer d'information – comment enregistrer l'information par le biais du Centre de gestion;
- e) Ressources – traits conçus pour vous aider a mieux comprendre le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

44. Parallèlement aux didacticiels, une nouvelle série de « questions fréquemment demandées » a été développée et publiée dans le Centre d'échange.¹⁶

Section aide

45. Suite à la réorganisation de la section « Enregistrer des informations » du Centre d'échange, un module destiné à assister l'enregistrement d'informations a été développé et mis à disposition dans la section « Aide », avec les modules précédents développés en collaboration avec le projet PNUE-FEM. Toute la section « Aide » a fait l'objet d'une mise à jour et est disponible dans les six langues officielles des Nations Unies.¹⁷

Versions hors ligne du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques

46. Pendant la période intersessions, le Secrétariat a poursuivi l'expédition trimestrielle de copies du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques sur DVD aux correspondants nationaux du Centre dont les connections Internet sont limitées. Vingt-neuf pays bénéficient actuellement

¹⁴ Voir <http://bch.cbd.int/help/tutorials/>

¹⁵ Voir <http://www.youtube.com/user/bchcph>

¹⁶ Voir <http://bch.cbd.int/help/faq/>

¹⁷ Voir <http://bch.cbd.int/help/topics/en/webframe.html>

de ce service. Auparavant, la version hors-ligne du Centre d'échange était uniquement disponible sur CD-ROM et en anglais. A partir de juin 2010, les copies hors-ligne seront expédiées en format DVD et leur texte sera disponible dans les six langues officielles des Nations Unies.¹⁸

Formation

47. Plusieurs activités de formation au niveau national et régional ont été entreprises pendant la période intersessions. Le personnel du Secrétariat a participé à certaines de ces manifestations (lorsque les fonds et le temps disponibles le permettaient). En mars 2010, les pays suivant avaient affiché sur le Centre d'échange des informations sur leurs activités de formation :

- Belize, août et septembre 2008: ateliers nationaux sur le Protocole de Cartagena et le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.
- Bhoutan, mars 2009: 1^{er} atelier national sur le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.
- Croatie, 2008 - 2009: cinq ateliers nationaux sur le Centre d'échange; premier et deuxième ateliers nationaux pour les membres du Groupe d'étude sur le Centre d'échange; traitement des demandes de libération d'OVM dans l'environnement et mise des OVM sur le marché.
- République dominicaine, décembre 2008: 8^{ème} atelier de formation sur le Centre d'échange.
- Egypte, août 2008: 1^{er} atelier national sur le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.
- Fidji, mai et septembre 2008: premier et deuxième ateliers nationaux.
- Iran (République islamique d'): décembre 2008 et février 2009 – trois ateliers nationaux
- Kiribati, décembre 2008: deuxième atelier national.
- République de Corée, décembre 2008: Atelier sous-régional de renforcement des capacités sur le centre d'échange pour la prévention des risques technologiques et l'échange d'information.
- Jamahiriya arabe libyenne, novembre et décembre 2008: deux ateliers de formation sur l'utilisation et la mise à jour du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.
- Ex-République yougoslave de Macédoine, juin 2009: atelier national à l'intention des inspecteurs et des douaniers.
- Monténégro, janvier 2009: atelier national à l'intention des inspecteurs.
- Sainte-Lucie, mars 2009: ateliers de formations à l'intention des : a) agriculteurs; b) membres du Comité national de coordination (NCC); et c) enseignants du secondaire.

E. Élément 5 du programme : Examen des activités

48. L'élément 5 du programme a pour objectif de « veiller à ce que le programme de travail réalise les objectifs du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques de façon effective ».

Le Comité consultatif informel

49. Conformément à la décision BS-I/3, le Secrétariat sollicite régulièrement l'aide du Comité consultatif informel en mettant particulièrement l'accent sur des conseils liés à la résolution de problèmes

¹⁸ La dernière version de la copie hors ligne du Centre d'échange est aussi disponible en ligne et peut être téléchargé à l'adresse <http://bch.cbd.int/resources/downloads/#offline>

techniques rencontrés dans le cadre du développement continu du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

50. Pendant la période intersessions, le Comité consultatif informel du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques a tenu deux réunions à Montréal et examiné et évalué le travail accompli sur le Centre d'échange. La liste suivante donne un aperçu des principales questions abordées par le comité pendant ces réunions :

- a) Etat actuel du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et progrès généraux dans le programme de travail pluriannuel;
- b) Evaluation et examen du nouveau centre de gestion, des nouvelles pages d'enregistrement d'information et des formats communs pour l'enregistrement hors-ligne;
- c) Evaluation et examen du forum, des activités et des outils du Centre d'échange;
- d) Evaluation et examen de la nouvelle section « Aide » du Centre d'échange;
- e) Evaluation des pôles nationaux et régionaux;
- f) Demandes faites dans décisions des Parties au Protocole qui sont en attente;
- g) Situation de l'extension du projet PNUE-FEM sur le Centre d'échange, activités de formation connexes et collaboration;
- h) Composant Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques du projet de Plan stratégique du Protocole de Cartagena;
- i) Développements et défis futurs.

51. Les comptes rendus analytiques des réunions, y compris les rapports, les conclusions et les recommandations faites au Secrétaire exécutif pour examen dans la mise en œuvre du programme de travail relatif au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques sont disponibles dans ce dernier.¹⁹

52. La prochaine réunion du comité Consultatif informel est prévue à la fin de 2010. Afin de poursuivre ses travaux d'assistance technique au Secrétariat, il est prévu que le comité sera invité à étudier la mise en œuvre en cours du programme de travail ainsi que d'autres questions pertinentes soulevées par la cinquième réunion des Parties.

Suite donnée aux recommandations d'audit de sécurité

53. Conformément à la décision BS-III/2, en mars 2008, avec la généreuse contribution du gouvernement de la Suisse, le Secrétariat a entrepris un audit de sécurité extérieur du portail central et de son infrastructure.²⁰ Les recommandations de cet audit ont été pleinement appliquées pendant la période intersessions.

Suivi de l'activité du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques

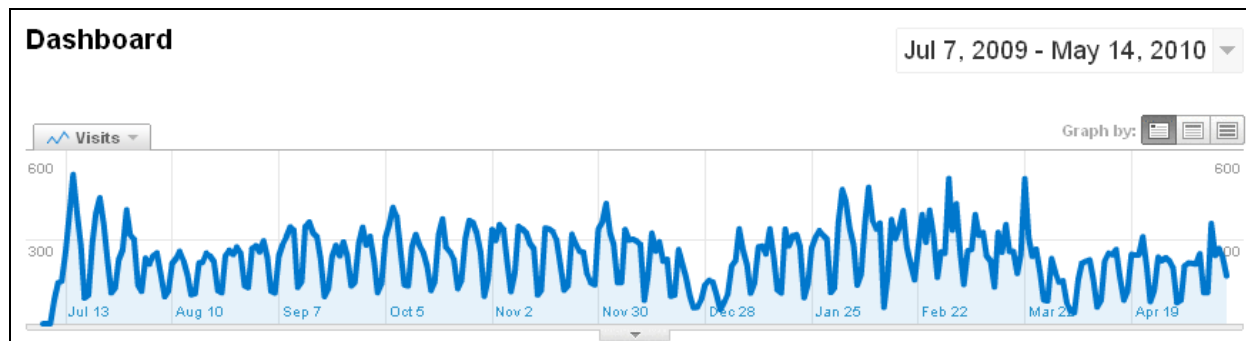
54. L'activité du Centre d'échange fait l'objet d'un suivi interne constant afin de garantir un maximum de fiabilité du système. En 2009, le serveur Internet du Centre d'échange a reçu plus de 30 millions de requêtes et environ 400 000 fichiers ont été téléchargés par les utilisateurs. Pendant cette même année, le temps réel de fonctionnement du Centre d'échange (c'est-à-dire le temps où le serveur était à la disposition du public) était de 99,97 pour cent.

¹⁹ Voir <http://bch.cbd.int/about/iac/>

²⁰ Le rapport de l'audit de sécurité extérieur du Centre d'échange et de son infrastructure est disponibles à l'adresse <http://www.cbd.int/doc/meetings/bs/mop-04/information/mop-04-inf-19-en.pdf>

55. Depuis juillet 2009, le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques est aussi étroitement surveillé quotidiennement par un moteur externe, Google Analytics, qui fournit des renseignements sur le trafic du site Internet et l'efficacité du réseau. La figure 3 ci-dessous donne un aperçu du trafic relevé sur le Centre d'échange du 7 juillet 2009 au 14 mai 2010.

Figure 3. BCH traffic overview provided by Google Analytics



III. ETUDE DES UTILISATEURS ET UTILISATEURS POTENTIELS

56. En réponse à une demande faite dans la décision BS-IV/2, une étude des utilisateurs et des utilisateurs potentiels du Centre d'échange ²¹ a été menée, telle que décrite au paragraphe 5 ci-dessus. Cette étude était destinée à déterminer quelles informations les utilisateurs et les utilisateurs potentiels du Centre d'échange trouvent utiles et d'obtenir des données d'expérience des utilisateurs. Ces données d'expérience permettent à la réunion des Parties d'orienter ses travaux, de hiérarchiser son programme de travail et d'optimiser l'utilité du Centre d'échange.

57. Lors de sa cinquième réunion, le Comité consultatif informel du Centre d'échange a développé les éléments de l'étude et fait des recommandations qui figurent dans le document UNEP/CBD/BS/BCH-IAC/5/2.²²

58. Cette étude, qui a été menée au cours du premier trimestre de 2010, utilise trois types d'information : i) une enquête en ligne, ii) des entrevues ciblées et semi-structurées et iii) une analyse du matériel existant.

59. L'enquête en ligne a été conçue pour tenir compte de l'étendue de l'expérience de l'utilisation du Centre d'échange des répondants et de leur participation aux forums en ligne et/ou aux conférences en temps réel. L'enquête a été lancée au moyen d'une notification à tous les correspondants nationaux du Centre d'échange et par e-mail aux utilisateurs et conseillers régionaux inscrits, ainsi qu'à une liste d'utilisateurs potentiels du Centre d'échange, générée à partir des listes de participants aux réunions et aux ateliers de formation organisés par le Secrétariat et d'autres organisations.

60. Les entrevues ciblées et semi-structurées ont été menées auprès d'un public de vingt groupes de parties prenantes, en tenant compte de l'équilibre géographique.

61. Le matériel existant suivant a été analysé : i) rapports de mission du projet PNUE-FEM relatif au Centre d'échange « Renforcer les capacités pour une participation effective au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques du Protocole de Cartagena », ii) rapport final du projet PNUE-FEM et iii) un rapport universitaire intitulé « Participation effective au Centre d'échange pour la

²¹ Voir <http://bch.cbd.int/protocol/meetings/documents.shtml?eventid=3018>

²² Voir <http://bch.cbd.int/protocol/meetings/documents.shtml?eventid=3303>.

prévention des risques biotechnologiques : options de participation et obstacles à la fourniture d'information ».²³

62. L'étude a révélé que la majorité des utilisateurs sont satisfaits du Centre d'échange, en particulier des récentes modifications qui lui ont été apportées. Elle a aussi révélé que le projet PNUE-FEM *Renforcer les capacités pour une participation effective au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques du Protocole de Cartagena* avait contribué de manière effective au niveau actuel de connaissance du fonctionnement du Centre d'échange.

63. L'étude identifie cependant plusieurs problèmes clés qui limitent l'exécution complète du mandat du Centre d'échange et recommande des mesures que les différentes parties prenantes peuvent prendre afin de les surmonter.

64. L'étude souligne en particulier les besoins suivants :

a) Poursuivre les projets de renforcement des capacités en mettant un accent particulier sur le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques dans le programme de travail du Protocole;

b) Renforcer les synergies et éviter le chevauchement des activités entre les institutions des Nations Unies et les organisations pertinentes;

c) Les activités de renforcement des capacités devraient être mises en œuvre aux niveaux mondial, régional et infrarégional et non uniquement à l'échelon national;

d) Assurer, au niveau national, la durabilité des pôles/sites Internet du Centre d'échange, le respect des obligations d'échange d'information en vertu du Protocole, la sensibilisation des parties prenantes clés et la volonté résolue des gouvernements d'aborder les questions importantes liées à la prévention des risques biotechnologiques;

e) Inclure dans le programme de travail du Centre d'échange un élément consacré spécifiquement aux futures améliorations du portail central;

f) Veiller à ce que les ressources humaines et financières soient disponibles.

65. L'étude contient aussi des recommandations précises pour aborder, entre autres : i) la nécessité de soutien financier aux projets de renforcement des capacités; ii) la nécessité de matériel d'orientation à l'usage des fonctionnaires; iii) la nécessité de fournir des informations et des orientations dans des langues multiples; iv) l'utilité de l'emploi du Centre d'échange comme plateforme pour les forums et les conférences en ligne de pair avec une liste hiérarchisée de sujets; v) la nécessité de traduire des documents sélectionnés dans des langues autres que les langues officielles des Nations Unies; vi) l'utilité d'impliquer les correspondants nationaux du Centre d'échange dans son amélioration; vii) la possibilité d'organiser des réunions régionales et infrarégionales afin d'échanger les expériences et les enseignements tirés; et viii) la nécessité de revoir périodiquement les formats communs.

IV. ELEMENTS D'UN PROJET DE DECISION SUR LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ECHANGE POUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

66. A leur cinquième réunion, les Parties au Protocole sont invitées à examiner le fonctionnement général du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques ainsi que la mise en œuvre

²³ L'enquête auprès des utilisateurs, les données d'expérience et d'autres publications sur le Centre d'échange sont disponibles à l'adresse <http://bch.cbd.int/about/reports-and-reviews/#feedback>

de son programme de travail afin d'orienter davantage les futures activités du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

67. En se fondant sur i) le rapport périodique sur la mise en œuvre du programme de travail pluriannuel pour le fonctionnement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques; et ii) l'étude des utilisateurs et utilisateurs potentiels du Centre d'échange, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole pourrait souhaiter adopter une décision sur :

a) Les activités qui visent à améliorer le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques comme centre d'échange d'information;

b) La présentation d'informations pertinentes au Centre d'échange. Les Parties au Protocole pourraient souhaiter mettre en place un mécanisme visant à assurer que les Parties soumettent des informations complètes concernant les décisions relatives aux organismes vivants modifiés et leurs évaluations des risques associées, et inviter les autres gouvernements à faire de même;

c) Aborder la nécessité de renforcer les capacités d'utilisation du Centre d'échange. Les Parties pourraient souhaiter demander au FEM d'élargir le projet en cours pour la poursuite du renforcement des capacités pour la participation effective au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (BCH-II), qui se limite actuellement à 50 participants, à toutes les Parties admissibles;

d) Assurer la durabilité des pôles nationaux du Centre d'échange. Les Parties au Protocole pourraient souhaiter demander aux Parties et inviter les autres gouvernements à identifier clairement leurs besoins dans ce domaine par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et demander au projet PNUE-FEM et au Secrétariat d'intensifier le soutien apporté en conséquence;

e) Introduction de modifications dans le Centre d'échange. Les modifications apportées aux formats communs, à la procédure d'enregistrement, aux outils d'analyse des résultats de recherche et aux représentations graphiques des données pourraient prendre un certain temps à être évaluées par les utilisateurs du Centre d'échange. Les Parties au Protocole pourraient souhaiter prier le Secrétariat d'évaluer l'utilité de ces modifications pour les utilisateurs du Centre d'échange et de faire rapport à la prochaine réunion des Parties;

f) Nécessité d'un accès facile aux informations entrecroisées dans le Centre d'échange. Les Parties pourraient souhaiter examiner l'utilité de l'outil « Quick-link » (voir paragraphe 21 ci-dessus) destiné à faciliter la coordination entre les agences nationales pertinentes pour des références à des informations dans le Centre d'échange;

68. Ayant examiné les recommandations de l'étude, les Parties pourraient souhaiter :

a) Inviter les institutions des Nations Unies et les organisations internationales compétentes à renforcer les synergies et éviter le chevauchement des activités dans la fourniture d'informations sur les organismes vivants modifiés;

b) Inviter le projet PNUE-FEM à promouvoir des activités de renforcement des capacités aux niveaux mondial, régional et en particulier infrarégional afin d'augmenter l'échange d'expériences entre les différents pays;

c) Demander au projet PNUE-FEM et au Secrétariat de produire des orientations supplémentaires au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, en accordant une attention particulière à des parties prenantes ciblées (fonctionnaires, médias, grand public, membres d'organisations de la société civile, etc.);

d) Prier le Secrétariat d'organiser des forums et des conférences en ligne sur des sujets intéressant la prévention des risques biotechnologiques et l'application du Protocole de Cartagena;

e) Prier le Secrétariat d'étudier des moyens novateurs de rendre les informations du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques disponibles dans des langues autres que les langues officielles des Nations Unies.

Annexe

VENTILATION DES DOSSIERS PRESENTES AU CENTRE D'ECHANGE POUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES (MARS 2010)

Tableau 1. Nombre de dossiers présentés au Centre d'échange

Catégorie d'information	Nombre de dossiers		Augmentation (%)
	Décembre 2007	Mars 2010	
Correspondants nationaux du Protocole	187	188	0,5%
Correspondants nationaux du Centre d'échange	191	191	0
Correspondants nationaux de l'article 17	63	80	30%
Autorités nationales compétentes	270	351	30%
Sites Web et bases de données nationaux sur la prévention des risques biotechnologiques	86	106	23%
Total des dossiers des correspondants nationaux²⁴	797	799	0,2%
Lois nationales	441	578	31%
Accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux	50	38	-24%
Total des dossiers lois et règlements	491	617	26%
Décisions sur l'accord préalable en connaissance de cause (introduction dans l'environnement) ²⁵	6	309	N/A
Décisions au titre de l'article 11.1 (OVM destinés à être utilisés pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés)	490	576	17%
Autres décisions et déclarations	46	144	213%
Total des dossiers sur les décisions et autres communication des pays	542	778	43%
Total des dossiers sur les rapports d'évaluation des risques²⁶	1 274	416	-67%
Fichiers des experts membres ²⁷	584	75	-87%
Rapports sur les désignations d'experts	0	0	0
Total des dossiers pour le fichier d'experts	584	75	-87%
Total des dossiers présentés par les pays	3 688	2 685	-27
Registre des OVM	171	337	97%
Registre des gènes	57	234	310%
Registre des organismes parentaux	115	142	23%
Total des dossiers des registres	343	713	108%
Opportunités de renforcement des capacités	82	121	48%
Projets de renforcement des capacités	134	161	20%
Besoins et priorités en matière de capacités	52	60	15%
Programmes de formation et d'éducation en prévention des risques biotechnologiques	33	40	21%
Total des dossiers pour le renforcement des capacités	301	382	27%
Total des dossiers pour les organisations internationales	142	210	48%
Total des dossiers pour la base de donnée bibliographique scientifique	7 017	7 783	11%

²⁴ La différence entre la somme des dossiers de chaque catégorie et le nombre total de dossiers est due à la possibilité qu'un dossier contienne des informations relatives à plus d'une catégorie (par ex. un correspondant national pourrait avoir plus d'un rôle); dans ce cas le même dossier apparaît deux ou trois fois dans le tableau.

²⁵ En septembre 2009, lorsqu'une ambiguïté a été identifiée dans l'ancien format commun pour la présentation d'information sur les décisions aux termes de l'article 11.1 (OVM destinés à être utilisés pour l'alimentation humaine ou animale ou à être modifiés), une mesure corrective prise par le Secrétariat a aussi rendu visibles des centaines de décisions présentés antérieurement en vertu de l'article 11 et de l'accord préalable en connaissance de cause (introduction dans l'environnement)

²⁶ En septembre 2009, à la suite d'une révision du format commun pour la présentation d'information, plus de 2000 dossiers d'évaluation des risques ont été retirés parce qu'ils ne précisaient l'OVM qui faisait l'objet de l'évaluation.

²⁷ En août 2008, suite à une demande faite dans la décision BS-IV/4, tous les experts déjà inscrits dans le fichier ont été retirés.

Catégorie d'information	Nombre de dossiers		Augmentation (%)
	Décembre 2007	Mars 2010	
<i>Total des dossiers pour le Centre de ressources d'information en matière de prévention des risques biotechnologiques</i>	740	1 043	41%
<i>Nombre total de dossiers dans le Centre d'échange</i>	12 231	12 816	4,8%

Tableau 2. Décisions présentées au Centre d'échange sur l'accord préalable en connaissance de cause (art. 7-10) OVM destinés à être utilisés pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés (art. 11) et évaluations des risques jointes

Pays	APCC seulement	Art.11 seulement	APCC et art.11	Total	Evaluations des risques jointes
<i>Parties</i>					
Afrique du Sud	3	0	0	3	0
Allemagne	10	1	0	11	11
Belgique	0	1	0	1	1
Brésil	0	7	12	19	19
Chine	0	20	2	22	0
Colombie	13	22	1	36	11
Costa Rica	6	0	0	6	6
Cuba	9	0	0	9	0
El Salvador	0	1	0	1	1
Espagne	0	1	0	1	0
Indonésie	1	0	0	1	1
Japon	50	39	5	94	89
Mexique	12	35	0	47	5
Norvège	1	0	0	1	0
Nouvelle-Zélande	0	23	0	23	0
Pays-Bas	0	2	0	2	2
Philippines	4	46	0	50	46
République de Corée	0	69	0	69	68
République tchèque	0	3	0	3	0
Roumanie	2	0	0	2	1
Suisse	0	8	0	8	0
Union européenne	18	43	19	80	5
<i>Total partiel : Parties</i>	<i>129 (26%)</i>	<i>321 (66%)</i>	<i>39 (8%)</i>	<i>489 (100%)</i>	<i>266 (54%)</i>
<i>Non-Parties</i>					
Argentine	0	9	2	11	0
Australie	0	24	5	29	0
Canada	1	12	44	57	54
Etats-Unis d'Amérique	0	30	89	119	0
<i>Total partiel : non-Parties</i>	<i>1 (0%)</i>	<i>75 (35%)</i>	<i>140 (65%)</i>	<i>216</i>	<i>54 (25%)</i>
Total	130 (18%)	396 (56%)	179 (25%)	705 (100%)	320 (45%)
